

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République, le 24 octobre 2008

En écoutant votre discours de Toulon, nous avons eu l'impression, Monsieur le Président, que vous lisiez un de nos tracts :

« L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle. L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle. Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme.....On a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier... »

Depuis plus de 10 ans maintenant, Attac notre association ne cesse de mettre en garde les citoyens sur les dangers de la financiarisation, de la marchandisation de toutes les activités humaines.

En vous écoutant, adhérents et bénévoles du 92, nous avons eu, nous devons l'avouer, Monsieur le Président, une certaine fierté : nous avons convaincu le plus célèbre des citoyens de notre département.

Nous avons eu le sentiment que les soirées que nous avons sacrifiées pour tenir des réunions publiques dans des arrières salles de cafés, que les matinées passées sur les marchés à distribuer des tracts n'avaient pas été inutiles.

Bien sûr nous ne sommes pas du tout d'accord avec les solutions que vous proposez pour faire face à cette crise financière catastrophique. Mais nous serons capables de militer longtemps encore pour faire valoir nos solutions que vous trouverez au dos de cette lettre. Pour plus de détails sur ces propositions vous pouvez consulter notre site internet :

<http://www.france.attac.org/>

Le fait de vous avoir convaincu sur l'analyse de la situation a décuplé notre courage et notre dynamisme pour continuer notre travail d'éducation populaire destiné à convaincre de la pertinence de nos solutions.

Bien plus nous ne doutons pas, qu'afin de nous aider dans notre tâche, vous aurez particulièrement à cœur de demander aux maires du 92 qui vous soutiennent de bien vouloir nous accorder gracieusement des salles municipales pour nos réunions publiques, nous permettre d'avoir un stand aux forums des associations des différentes villes, et de pouvoir participer aux réunions des Conseils de Quartiers.

Enfin, Monsieur le Président, comme notre mot d'ordre pour rechercher des adhérents est : *« Vous adhérez à nos idées, alors adhérez à Attac »*, nous nous permettons de mettre au dos de cette lettre un bulletin d'adhésion à notre association.

Maintenant assurés de votre soutien, nous vous prions de recevoir, cher Camarade Président, nos salutations militantes.

Le Conseil d'Administration d'ATTAC 92

Les solutions proposées par Attac

1. **Appliquer le principe du spéculateur-payeur.** Ceux qui se sont enrichis doivent payer le plan de sauvegarde et la relance de l'économie. Ce n'est pas aux travailleurs qui subissent déjà la hausse du chômage et de la précarité de les supporter. Pour cela, doit être mis en place un prélèvement sur les revenus du capital.
2. **Ne pas socialiser uniquement les pertes.** Pourquoi les pouvoirs publics ne devraient-ils racheter que les actifs pourris des banques ? Les mêmes montants pourraient servir à constituer un pôle bancaire public solide, afin de réorienter l'épargne vers les investissements socialement et écologiquement utiles. Le contrôle de la BCE et la nationalisation des principales banques sont, on le sait désormais, possibles.
3. **Organiser un nouveau système financier international :** en limitant fortement les flux de capitaux par une taxe sur les transactions, en réduisant le pouvoir des actionnaires par un impôt sur les revenus du capital, en interdisant les paradis fiscaux, les stocks options, les fonds spéculatifs et les marchés à terme sauf, si on les contrôle, pour les marchandises réelles.
4. **Cesser immédiatement toutes les contre-réformes** qui détruisent le social et de procéder à la mise sous contrôle public des secteurs clés de l'énergie, des transports, des communications, de la distribution de l'eau, de l'éducation et de la recherche.
5. **Instaurer un nouveau partage des richesses**, sans lequel il ne sera pas possible de réguler autre chose que la préparation de la prochaine crise. Pour cela il faut fixer un revenu maximum, et garantir des droits sociaux élevés par une répartition juste des gains de productivité.
6. **Enfin, l'Union européenne** doit agir dans ce sens et proposer que se tienne une conférence internationale sous l'égide de l'ONU et non pas du G8.

Bulletin d'adhésion 2008

NOM (en capitales) :PRENOM :

Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance :Profession :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone fixe :

Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2008 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : *cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :*

tranches de revenu mensuel de 0 à 450 € : 12 € ; de 450 à 900€ : 20 € ; de 900 à 1 200 € : 34€

de 1 200 à 1 600 € : 45 € ; de 1 600 à 2 300 € : 60 € ; de 2 300 à 3 000€ : 70 €

de 3 000 à 4 000 € : 100 € au-delà de 4 000 € : 13€

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association.

Je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres :

date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Nous ne pouvons cependant pas vous garantir que toutes les informations vous concernant ne figureront pas dans le fichier que des poètes infiltrés au sein du Ministère de l'Intérieur ont baptisé du doux nom d'EDVIGE.